



PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Préfecture de la Loire-Atlantique
Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial
Bureau des procédures environnementales et foncières
Arrêté de mise en demeure n° 2019/ICPE/158
Société ATLANTIC DECAP NANTES à Treillières

LE PREFET DE LA REGION PAYS DE LOIRE PREFET DE LOIRE-ATLANTIQUE *Chevalier de la Légion d'honneur*

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation N°8 ENV 98 délivré le 26 mars 1998 à la société ATLANTIC DECAP'NANTES pour l'exploitation d'un atelier de traitement de surfaces et d'application de peintures sur le territoire de la commune de TREILLIERES, 13 rue Louis Pasteur, Parc de Ragon, concernant notamment les rubriques 2565, 2566 et 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral N°2005/ICPE/149 délivré le 16 juin 2005 imposant à la société ATLANTIC DECAP'NANTES des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation d'un atelier de traitement de surfaces et d'application de peintures ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 9 avril 2019 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1998 susvisé qui dispose : « ... Il n'y aura pas de rejet d'effluent industriel sur le site. L'industriel est tenu d'établir une procédure d'urgence pour garantir en cas de défaillance de son unité de traitement, l'absence de tout rejet au milieu. » ;

Vu l'article 36 de l'arrêté ministériel 9 avril 2019 susvisé qui dispose : « Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bacs et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites du présent arrêté. » ;

Vu l'article 58 de l'arrêté ministériel 9 avril 2019 susvisé qui dispose : « Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans. » ;

Vu l'article 20 de l'arrêté ministériel 9 avril 2019 susvisé qui dispose : « Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et

aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. (...) Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 avril 2019 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 2 avril 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'ensemble du dispositif de collecte et de traitement des effluents aqueux comprenant, les zones de ruissellement, les caniveaux, les regards, la fosse de stockage en amont de la station, est extrêmement sale,
- que certains de ces matériels présentent une corrosion importante laissant supposer de possibles dysfonctionnements et arrêts,
- qu'à ce jour il n'existe ni procédure ni consigne permettant de maintenir le fonctionnement des installations en cas de panne de l'unité de traitement des eaux,
- que l'absence de justificatif sur le mode de gestion des effluents en cas de panne ne permet pas d'écarter l'hypothèse de rejets directs d'eau industrielle au(x) réseau(x),
- que les installations de captation des effluents gazeux des installations de traitement de surfaces ne fonctionnent plus et qu'elles sont, pour partie, à l'état de ruine,
- qu'aucune caractérisation des rejets à l'atmosphère n'est réalisée,
- que les sols des ateliers ne présentent aucune garantie d'étanchéité, en particulier au niveau des zones de rinçage où les protections n'existent plus.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1998 susvisé,
- des articles 20, 36 et 58 de l'arrêté ministériel 9 avril 2019 susvisé,

Considérant que ces constats ne permettent pas d'écarter une possible pollution du milieu naturel (sols et sous-sols) ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ATLANTIC DECAP'NANTES de respecter les prescriptions dispositions :

- de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1998 susvisé,
 - des articles 20, 36 et 58 de l'arrêté ministériel 9 avril 2019 susvisé,
- afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique ;

ARRETE

Article 1 – La société ATLANTIC DECAP'NANTES exploitant d'une installation de traitement de surfaces et d'application de peintures sise, 13 rue Louis Pasteur, Parc de Ragon, sur la commune de TREILLIERES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1998 en :

- remettant en état l'installation de traitement des eaux,
 - procédant à un nettoyage complet du sol du local avec réfection de l'étanchéité, y compris de la fosse de collecte des eaux,
 - en rédigeant une procédure d'urgence pour garantir, en cas de défaillance de cette unité, l'absence de tout rejet au milieu,
- le tout dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

03/12/2019.

Pour le 30 juin 2019 la société ATLANTIC DECAP'NANTES devra fournir à l'inspection des installations classées un descriptif des travaux envisagés accompagné d'un échéancier de travaux.

Pour le 31 juillet 2019 elle transmettra un bon de commande signé émanant de l'entreprise retenue.

Article 2 – La société ATLANTIC DECAP'NANTES sise, 13 rue Louis Pasteur, Parc de Ragon, sur la commune de TREILLIERES, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 36 et 58 de l'arrêté ministériel 9 avril 2019 en remettant en état les systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel des effluents issus des bains de traitement de surfaces, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

03/12/2019

Pour le 30 juin 2019 la société ATLANTIC DECAP'NANTES devra fournir à l'inspection des installations classées un descriptif des travaux envisagés accompagné d'un échéancier de travaux.

Pour le 31 juillet 2019 elle transmettra un bon de commande signé émanant de l'entreprise retenue.

À l'issue des travaux une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation est réalisée, cette mesure sera à renouveler tous les ans.

Article 3 – La société ATLANTIC DECAP'NANTES sise, 13 rue Louis Pasteur, Parc de Ragon, sur la commune de TREILLIERES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel 9 avril 2019 en remettant en état les sols des ateliers où sont réalisées les activités de traitement de surfaces et d'application de peintures, dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Préalablement la société ATLANTIC DECAP'NANTES devra faire réaliser un diagnostic de pollution des sols, en particulier au niveau des zones les plus sensibles (caniveaux, fosse de collecte, stockages produits, etc.).

Pour le 30 septembre 2019 elle devra fournir à l'inspection des installations classées un descriptif des travaux envisagés accompagné d'un échéancier de travaux.

Pour le 30 novembre 2019 elle transmettra un bon de commande signé émanant de l'entreprise retenue.

Article 4 – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées aux articles 1, 2 et 3.

Article 5 – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1, 2 et 3 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 6 - La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut faire l'objet d'un recours par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

-d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246 boulevard Saint-Germain 75 007 Paris)), dans un délai de

deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;

-d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette 44 041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique, le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis, la maire de Treillières et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le - 3 JUIN 2019

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général


Serge BOULLANGER